



Demande de subvention PLAN POUR LA COMPETITIVITE ET L'ADAPTATION DES EXPLOITATIONS

INVESTISSEMENTS NON PRODUCTIFS

Type d'Opération 4.4.1 du Programme de Développement Rural CENTRE - VAL DE LOIRE 2014-2020

Cette demande d'aide, une fois complétée, constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Où faire parvenir votre dossier ?	Veillez transmettre l'original au Guichet Unique Service Instructeur à savoir, la <u>DDT (Direction départementale des territoires)</u> du département du siège de votre exploitation. Veillez également en conserver un exemplaire.
Contact en cas de besoin d'assistance	Votre DDT, Guichet Unique Service Instructeur (GUSI)
Appel à projet : N° et date limite de remise des dossiers de demande	Appels à projets 2015 (2 dates de dépôt) Dates limites 15 juin et 21 septembre 2015 (le cachet de la poste faisant foi)

Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.

ATTENTION :

- Toute dépense démarrée avant la date de dépôt du dossier **complet** ne pourra pas être financée (est considéré comme un commencement d'opération la signature d'un devis ou bon de commande, facture...).
- L'accusé réception du dossier complet ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____ Date de réception : | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

Secteur(s) d'investissement principal(aux) concerné(s) par votre projet :

- Végétal
 Elevage
 BOC (bovin – ovins – caprins)
 hors BOC
 mixte

POUR LES PERSONNES MORALES

Nombre d'associés - exploitants : |__|__|

Nombre d'exploitations regroupées : |__|__|

Dans le cas d'une société, est-ce que les associés-exploitants à titre principal détiennent plus de 50% des parts ?

Oui Non

Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale <i>(cas des fondations, des associations sans but lucratif et des établissements d'enseignement et de recherche agricole) remplissant les conditions d'âge ⁽¹⁾</i>	N° SIRET Ou N° PACAGE	Date de naissance	JA ⁽²⁾ Si oui, cochez la case	NI ⁽³⁾ Si oui, cochez la case	Date d'installation	Projet inscrit dans votre plan d'entreprise
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Avoir au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de la demande. Au moins un des associés doit remplir cette condition.

⁽²⁾ JA : Jeune Agriculteur bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé depuis moins de 5 ans par rapport à la date figurant sur votre certificat de conformité CJA

⁽³⁾ NI : Nouvel Installé : Installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande d'aide (date d'inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation)

2- IDENTIFICATION DU PROJET

Adresse du projet ou de l'activité :

Identique à la localisation du demandeur

S'il s'agit, entre autre, d'un projet bâtiment, aire de lavage, etc., êtes-vous propriétaire du terrain concerné par les travaux ? Oui Non

Si non, avez-vous l'accord du propriétaire (joindre l'accord du propriétaire) ? Oui Non

Période prévisionnelle de réalisation du projet :

du |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_| au |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_|

Veuillez préciser la production ou l'atelier principalement concerné par le projet ainsi que la filière :

CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS CONCERNEES PAR VOTRE PROJET

Diagnostics	Diagnostic préalable à l'investissement présenté		<input type="checkbox"/>	D1
Préservation de l'environnement	Lutte contre l'érosion	Aménagements liés à l'hydraulique : fascine, talus, talus planté, noue ...	<input type="checkbox"/>	E1
		Ouvrages structurants collectifs de lutte contre l'érosion	<input type="checkbox"/>	E2
	Ouvrages et matériels en lien avec des milieux spécifiques	Aménagement des exutoires de drains et de zones tampons	<input type="checkbox"/>	E3
		Matériel liés à l'entretien et la restauration de milieux spécifiques (chenillettes, pneus basse pression, matériel de colmatage de drains, barre d'effarouchement ...)	<input type="checkbox"/>	E4
		Ouvrages en lien avec ces milieux Clôtures pour mise en défens	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Implantation de haies et dispositifs végétalisés	Matériel végétal, paillage, protection des plants et main d'œuvre associée	<input type="checkbox"/>	E5
Matériel lié à l'implantation et à l'entretien des haies et éléments arborés		<input type="checkbox"/>	E6	

3- CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a. Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

b. Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

• Zone défavorisée : non défavorisée simple

• Zone vulnérable antérieure à 2012 : Oui Non

• Nouvelle Zone vulnérable depuis décembre 2012 : Oui Non

• Zone d'alimentation d'un bassin de captage d'eau potable : Oui Non

Si oui, nom du captage : _____

• Zone sous contrat de bassin Agence de l'eau Oui Non

Si oui, nom du contrat : _____

c. Situation à l'égard de la réglementation sur les prélèvements d'eau au titre du code de l'environnement (articles L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 512-3) :

Votre exploitation est : déclarée ou autorisée au titre de la réglementation susvisée non soumise
Votre prélèvement est situé en zone de répartition des eaux Oui Non
Précisez les ateliers/productions concernés :

d. Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées (ICPE) :

Votre exploitation est : déclarée ou autorisée au titre de la réglementation susvisée. non soumise
Précisez les ateliers / productions concernés :

e. Situation de votre exploitation au regard des normes réglementaires

e.1 Normes liées à la gestion des effluents animaux

Votre siège d'exploitation est situé en dehors de la zone vulnérable, et vous disposez, avant-projet, des capacités de stockage : RSD ⁽¹⁾ ICPE ⁽²⁾ non ⁽³⁾

e.2 Normes liés au bien-être des animaux (si ces ateliers sont directement concernés par le projet)

Vous êtes aux normes pour les ateliers suivants :

- Veaux de boucherie Oui Non
- Porcs reproducteurs (truies) Oui Non
- Poules pondeuses Oui Non
- Palmipèdes gras (cages collectives) Oui Non

f. L'exploitation est-elle adhérente à un GIEE ? Oui Non

Si oui, quelle est sa vocation ?

g. L'exploitation est-elle adhérente à une CUMA ? Oui Non

Si oui, nom de la CUMA

h. Filière(s) végétale(s) concernée(s) par le projet

- Grandes cultures Surface : _____ ha
- Cultures fruitières Surface : _____ ha
- Horticulture Surface : _____ ha
- Maraîchage Surface : _____ ha
- Viticulture Surface : _____ ha
- Prairies Surface : _____ ha
- Autres (tabac, ...) à préciser : _____ Surface : _____ ha

i. Cas des exploitations disposant d'une certification environnementale de niveau 3 ou AB

L'exploitation dispose déjà d'une certification environnementale :

- HVE, niveau 3 Oui Non
- Agriculture biologique (certifiée ou en conversion) Partiellement Totalement

j. Projet en lien avec l'Agro écologie :

- projet s'inscrivant dans un GIEE
 - investissements liés à la certification environnementale de niveau 3
 - autre critère, lequel : _____
-

(1) Règlement sanitaire départemental (RSD), la capacité de stockage obligatoire est de 1 mois et demi (1,5 mois)

(2) Installations classées pour l'environnement (ICPE) : capacité de stockage obligatoire de 4 mois

(3) Si, au moment du dépôt de la demande, votre exploitation n'est pas aux normes au regard de la gestion des effluents d'élevage vous ne pouvez pas accéder à l'aide, sauf si vous êtes en mesure de présenter un diagnostic Dexel qui démontre qu'après réalisation de votre projet bâtiment, votre exploitation détiendra les capacités de stockage pour l'exploitation.

4- CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection permettent de noter votre projet. Les projets dont la note est inférieure à 100 points ne sont pas financés.

Vous vous engagez à respecter les critères que vous aurez cochés.

Critère	Définition		Pièce justificative
Diagnostic	Projet en cohérence avec les conclusions d'un diagnostic global d'exploitation s'il n'est pas obligatoire	<input type="checkbox"/>	Copie du diagnostic
Centre d'expérimentation ou de recherche	Centres techniques agricoles ou INRA	<input type="checkbox"/>	
JA/NI	Projet porté par une exploitation qui comprend au moins un Jeune agriculteur ou un Nouvel installé	<input type="checkbox"/>	Attestation MSA ou RJA/CJA
Pérennité de l'exploitation	Investissement immobilier (bâtiment, aires de lavage ...)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Plantations (verger, vigne) / rénovation de vergers	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Gestion/Protection de la ressource en eau	Matériel de mesure des besoins en eau des plantes	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Système de traitement des effluents d'élevage	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Déplacement de forage	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Matériel permettant l'entretien et la restauration de milieux humides (chenillettes, pneus basse pression ...)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Biodiversité	Plantation de haies	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Exploitation engagée dans une MAEC PRM ou PRV	<input type="checkbox"/>	Copie de l'engagement
	Adhésion action PastoLoire ou action locale permettant une synergie entre le troupeau et le milieu naturel	<input type="checkbox"/>	Copie adhésion
	Barre d'effarouchement	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Erosion	Clôture pour défense zone sensible		Description du projet
	Ouvrages collectifs de lutte contre l'érosion, bassin de rétention	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Aménagements d'hydraulique douce : fascine, talus, talus planté, noue		<input type="checkbox"/>	Description du projet
		<input type="checkbox"/>	Description du projet
Filière	Filière couverte par un contrat d'appui au projet	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Territoire spécifique	Bassins alimentation de captage eau potable	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Zone Natura 2000	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Territoire sous contrat Agence de l'eau	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Projet innovant	Agriculteur participe à un projet innovant ou membre d'un groupe innovant = projet déposé dans le cadre d'appel à candidature en lien avec innovation : - CAP Action Innovation Régionale - PTR (Prestation technologique réseau) - Présentation d'un projet au FUI (fonds des pôles de compétitivité)	<input type="checkbox"/>	Copie du projet déposé
	Agriculteur ou son exploitation est engagé dans un groupe innovant, et investissement en lien avec la thématique portée par le groupe. Exploitation : - membre d'un GIEE - engagée dans un groupe opérationnel PEI - engagée dans un réseau DEPHY - pilote du programme Herbe et Fourrage	<input type="checkbox"/>	Copie convention
Projet agroécologique	Exploitation qui met en œuvre 1 des sous actions suivantes : - engagement dans une MAEC système - conversion ou maintien à l'agriculture biologique - adhésion à un GIEE - certification HVE niveau 3 - suivi d'une formation concernant la mise en place de pratiques agroécologiques	<input type="checkbox"/>	Copie convention
Lien avec stratégie de CAP filière ou filière locale ou transformation dans une IAA locale ou projet collectif (GIEE, CUMA,...)	Investissement prévu dans un des CAP Filières du Conseil régional	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Transformation dans une IAA située à moins de 30 km du siège de l'exploitation	<input type="checkbox"/>	Facture
	Investissement présenté par une CUMA ou un GIEE	<input type="checkbox"/>	Description du projet

DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET

6-PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

LES DEPENSES PREVISIONNELLES

Veillez faire figurer sur chaque devis une numérotation reprenant la catégorie des investissements (D1, F1à5, V1à2, E1à12, R1à2) telle qu'elle figure au point « **2 IDENTIFICATION DU PROJET** » de ce formulaire, le numéro d'ordre (01 à 99).

Attention : la DDT pourra vous demander un deuxième devis pour certains postes, si elle ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour justifier du caractère raisonnable des coûts.

NB : les dépenses d'auto construction ne sont pas éligibles dans la cadre du 1er appel à projets 2015

MATERIEL

Catégorie investissement	Libellé de l'investissement projeté	Nbre de matériel	Montant total (HT)	N° devis
TOTAL DU PROJET				

7- OBLIGATIONS GENERALES

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides du PCAE

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privés que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- Que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de mon dossier complet auprès de la DDT de mon département (pas de devis signé ou bon de commande, factures...).

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma (notre) demande (au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale).
- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- N'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma (notre) demande au titre des points de contrôle des normes minimales dans le domaine de l'environnement attachés à l'investissement aidé : en matière d'hygiène, de bien-être des animaux et d'environnement.
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales et fiscales (en cas de personne morale, cotisations de la société et de chacun des associés exploitants), y compris du paiement des redevances des agences de l'eau.
- Le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social.
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Respecter les critères qui ont rendu mon projet éligible et qui lui ont permis d'être sélectionné
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet.

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la DDT de mon (notre) département du début d'exécution effectif de l'opération
- Informer la DDT de mon (notre) département de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final.
- Maintenir sur mon (notre) exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- A permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix ans.
- Respecter les conditions relatives aux normes minimales requises dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement durant une période de cinq ans à compter à compter de la date du paiement final

- Respecter les obligations européennes en matière de publicité décrites dans la notice qui accompagne le formulaire
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

8- LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original de la demande complétée et signé	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	Pour les projets nécessitant un permis de construire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (classés par type d'investissement) ou factures pour les investissements immatériels	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation et plan de masse des travaux	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
K-bis ou exemplaire des statuts	Pour toutes les formes sociétaires hors GAEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité (exploitants individuels et pour chaque membre d'un groupement)	Pour toute demande si vous n'avez pas de N° PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Pour un projet « construction ou extension »	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration ou autorisation au titre de la Loi sur l'eau (forage)	Exploitations relevant du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration ou autorisation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Exploitations relevant du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan d'entreprise, attestation MSA qui précise la date à laquelle il est devenu cotisant en qualité d'exploitant et l'attestation d'affiliation de son conjoint à une autre caisse ou précisant qu'il n'est pas exploitant	Nouvel installé de plus de 40 ans	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de l'organisme social (MSA) justifiant que le bénéficiaire est à jour de ses obligations sociales (pour la société et chaque associé exploitant en cas de personne morale)	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Attestation fiscale (à demander à votre DDFIP ou à éditer sur http://www.impots.gouv.fr/portal/dgi/home) prouvant que le bénéficiaire est à jour de ses obligations fiscales (pour la société et chaque associé exploitant en cas de personne morale)	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs demandés au dépôt de la demande pour les critères de sélection retenus (pages 6)	Pour les critères cochés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>Fait à _____ le _____</p> <p>Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.</p>

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au service instructeur.